

Chambre des Représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1990-1991

1^{er} JUILLET 1991

PROJET DE LOI

**portant des dispositions budgétaires
(artt. 52 à 54)**

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION DE LA
JUSTICE (1)

PAR
M. BOURGEOIS

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre Commission a examiné les articles 52 à 54
de ce projet de loi au cours de sa réunion du 26 juin
1991.

(1) Composition de la Commission :

Président : M. Mottard.

A. — Titulaires :

C.V.P. MM. Bourgeois, Dumez,
Hermans, Mme Merckx-
Van Goeij, M. Van Parys.
P.S. MM. Defosset, Eerdeken,
Mayer, Mottard, Mme On-
kelinx.
S.P. M. Chevalier, Mmes De
Meyer, Duroi-Vanhelmont.
P.V.V. MM. Berben, De Groot,
Mahieu.
P.R.L. MM. Foret, Mundeleer.
P.S.C. MM. Beaufays, Laurent.
V.U. MM. Coveliers, Loones.
Ecolo/ Agalev Mme Vogels.

B. — Suppléants :

MM. Bosmans (F.), Bosmans (J.),
Breyne, De Clerck, Mme Leysen, M.
Uyttendaele.
Mme Burgeon (C.), MM. De Raet,
Gilles, Henry, Leroy, Perdieu.
MM. Beckers, Sleenckx, Van der
Maelen, Van der Sande.
MM. De Croo, Kempinaire, Mme
Neyts-Uyttebroeck, M. Vreven.
MM. Draps, Gol, Klein.
M. Antoine, Mme Corbisier-Hagon,
M. Michel (J.).
M. Lauwers, Mme Maes, M. Van
Vaerenbergh.
MM. Simons, Van Dienderen.

Voir :

- 1641 - 90 / 91 :

- N° 1 : Projet de loi.
- N° 2 à 4 : Amendements.
- N° 5 et 6 : Rapports.

Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1990-1991

1 JUL. 1991

WETSONTWERP

**houdende begrotingsbepalingen
(artt. 52 tot 54)**

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE
JUSTITIE (1)

UITGEBRACHT DOOR
DE HEER BOURGEOIS

DAMES EN HEREN,

Uw Commissie heeft ter vergadering van 26 juni
1991 de artikelen 52 tot 54 van dit wetsontwerp
behandeld.

(1) Samenstelling van de Commissie :

Voorzitter : de heer Mottard.

A. — Vaste leden :

C.V.P. HH. Bourgeois, Dumez,
Hermans, Mevr. Merckx-
Van Goeij, H. Van Parys.
P.S. HH. Defosset, Eerdeken,
Mayer, Mottard, Mevr.
Onkelinx.
S.P. H. Chevalier, Mevr. De
Meyer, Duroi-Vanhelmont.
P.V.V. HH. Berben, De Groot,
Mahieu.
P.R.L. HH. Foret, Mundeleer.
P.S.C. HH. Beaufays, Laurent.
V.U. HH. Coveliers, Loones.
Ecolo/ Agalev Mevr. Vogels.

B. — Plaatsvervangers :

HH. Bosmans (F.), Bosmans (J.),
Breyne, De Clerck, Mevr. Leysen,
H. Uyttendaele.
Mevr. Burgeon (C.), HH. De Raet,
Gilles, Henry, Leroy, Perdieu.
HH. Beckers, Sleenckx, Van der
Maelen, Van der Sande.
HH. De Croo, Kempinaire, Mevr.
Neyts-Uyttebroeck, H. Vreven.
HH. Draps, Gol, Klein.
H. Antoine, Mevr. Corbisier-Hagon,
H. Michel (J.).
H. Lauwers, Mevr. Maes, H. Van
Vaerenbergh.
HH. Simons, Van Dienderen.

Zie :

- 1641 - 90 / 91 :

- N° 1 : Wetsontwerp.
- N° 2 tot 4 : Amendementen.
- N° 5 en 6 : Verslagen.

DISCUSSION ET VOTES

Art. 52

MM. Bourgeois, Hermans, Coveliers et Foret déposent un amendement n° 29 (Doc. n° 1641/3) tendant à abroger le dernier alinéa de cet article.

*
* *

Un membre fait observer que cet article qui modifie la loi du 5 mars 1952 relative aux décimes additionnels sur les amendes pénales, entre en vigueur le 1^{er} juillet 1991. Comme cette loi est une loi pénale, elle ne peut, en vertu de l'article 7, § 1^{er} de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, avoir d'effet rétroactif.

En d'autres termes, l'article 52 ne peut s'appliquer que pour des amendes pénales prononcées pour des délits commis postérieurement à la publication de la loi. Il se réfère à l'avis rendu en ce sens par le Conseil d'Etat (Doc. n° 1641/1, p. 72).

En conséquence, il dépose avec d'autres un amendement abrogeant la date d'entrée en vigueur du 1^{er} juillet, de telle sorte que cet article entre en vigueur conformément au droit commun dix jours après la publication de la loi.

Un autre membre marque son opposition sur le fond de l'article étant donné que l'augmentation des décimes proposée est très supérieure à l'augmentation de l'index. Il rappelle ainsi que le montant des décimes a été fixé à 390 par la loi du 25 juin 1975, à 590 par la loi du 2 juillet 1981, à 790 par la loi du 22 décembre 1989 et est maintenant fixé à 890.

Si pour *un membre*, il s'agit pour l'Etat de récolter plus de moyens, il faut néanmoins nuancer cette affirmation par le fait que le juge pénal dispose d'une marge d'appréciation dans le prononcé des amendes.

Votre rapporteur se déclare partisan des peines d'amende plutôt que d'emprisonnement en particulier quand de courtes peines d'emprisonnement peuvent être évitées. Dans cette optique, il regrette que l'augmentation proposée le soit uniquement pour des raisons budgétaires. Aucune justification n'est donnée sur le plan pénal.

Il souhaite qu'une réflexion soit menée sur la problématique de la sanction. Il y a ainsi lieu d'examiner si le fait d'augmenter les amendes permet de réduire le nombre d'emprisonnements.

Un membre souhaite également une réflexion sur les sanctions alternatives étant donné qu'il existe des problèmes au niveau de la perception des amendes par les agents de police communaux. Il propose, devant ces difficultés, de remplacer les amendes par

BESPREKING EN STEMMINGEN

Art. 52

De heren Bourgeois, Hermans, Coveliers en Foret dienen een amendement n° 29 (Stuk n° 1641/3) in tot weglating van het laatste lid van dit artikel.

*
* *

Een lid merkt op dat dit artikel, dat de wet van 5 maart 1952 betreffende de opdecimes op de strafrechtelijke geldboeten wijzigt, op 1 juli 1991 van kracht wordt. Aangezien die wet een strafwet is, kan zij krachtens artikel 7, § 1, van het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, geen terugwerkende kracht hebben.

Met andere woorden, artikel 52 kan alleen van toepassing zijn voor de strafrechtelijke geldboeten, uitgesproken voor misdrijven die na de bekendmaking van de wet begaan werden. Spreker verwijst naar het advies dat de Raad van State dienaangaande heeft uitgebracht (Stuk n° 1641/1, blz. 72).

Bijgevolg dient hij, samen met andere, een amendement in om de datum van 1 juli waarop dat artikel van kracht moet worden, weg te laten, zodat het conform het gemeen recht tien dagen na de bekendmaking van de wet in werking zal treden.

Een ander lid kant zich ook tegen de grond van het artikel aangezien de voorgestelde verhoging van de opdecimes veel forser is dan de stijging van het indexcijfer. Zo herinnert hij eraan dat het bedrag van de opdecimes werd vastgesteld op 390 bij de wet van 25 juni 1975, op 590 bij de wet van 2 juli 1981, op 790 bij de wet van 22 december 1989. Nu wordt dat 890.

Ofschoon het er volgens *een lid* voor de Staat op aankomt meer middelen te vergaren, moet die bewering toch genuanceerd worden door het feit dat de strafrechter bij het uitspreken van het bedrag van de geldboeten over een beoordelingsmarge beschikt.

Uw rapporteur is eerder voorstander van geldboeten dan van gevangenisstraffen, vooral als daardoor korte gevangenisstraffen kunnen worden voorkomen. In dat verband betreurt hij dat de voorgestelde verhoging alleen om budgettaire redenen gebeurt. Op strafrechtelijk vlak wordt geen verantwoording gegeven.

Hij wenst dat over het vraagstuk van de straffen wordt nagedacht. Er moet worden nagegaan of een verhoging van de geldboeten een vermindering van het aantal gevangenisstraffen mogelijk maakt.

Een lid wenst dat men tevens de alternatieve straffen in overweging neemt aangezien de inning van de geldboeten door de agenten van de gemeentepolitie problemen oplevert. Gelet op die moeilijkheden stelt hij voor om de geldboeten door alternatieve

des sanctions alternatives notamment en vue d'une plus grande sécurité juridique.

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice marque son accord devant l'amendement déposé.

Suite aux observations qui ont été formulées, il reconnaît que le problème des sanctions traduit le malaise qui existe actuellement devant un système qui fait que ce sont toujours les mêmes que l'on retrouve en prison. Il faut se poser dès lors la question de savoir s'il existe une utilité suffisamment performante dans l'action de la répression. A ce propos, il cite l'expérience type des arrondissements judiciaires de Louvain et de Mons, où dans le système de la probation, des sanctions alternatives ont été trouvées sous la forme de travaux d'intérêts généraux. Si dès lors il n'y a pas de nouvelles dispositions normatives au niveau de la sanction, il existe sur le plan pratique par le biais de la loi sur la probation un travail de tous les jours fait en concertation avec les procureurs généraux.

En ce qui concerne la correspondance entre l'augmentation des décimes et l'érosion monétaire, il communique que le calcul a été fait à partir de l'année 1981. En 1981, les décimes sont passés à 590 ce qui correspondait à une augmentation de 50 %. En 1989, les décimes ont augmenté de 33 % (de 590 à 790) alors que l'augmentation de l'index était de 39,84 %. En conséquence, l'accroissement était inférieur à l'inflation. Si maintenant on compare les années 1981 à 1991 on constate une augmentation de l'inflation de 49 %, ce qui correspond à l'augmentation des décimes (590-890).

*
* *

L'amendement n° 29 de *MM. Bourgeois, Hermans, Coveliers et Foret* est adopté par 10 voix contre deux.

L'article 52 ainsi modifié est adopté par 10 voix contre deux.

*
* *

Art. 53

Un membre se déclare d'accord avec l'octroi d'une prime de revalorisation aux ministres des cultes si celle-ci correspond aux revalorisations accordées aux autres fonctionnaires.

Il souhaite cependant avoir des précisions sur le projet de loi relatif aux traitements des titulaires de certaines fonctions publiques et des ministres des cultes actuellement discuté au Sénat (Doc. Sénat n° 1246/1, 1990/1991). Ce projet envisage de revoir à la hausse les traitements des ministres des cultes indépendamment de la prime de revalorisation. Deux augmentations seraient en conséquence accordées, l'une qui s'applique à l'ensemble de la fonction

straffen te vervangen, met name om een grotere rechtszekerheid te verkrijgen.

De Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie stemt met het ingediende amendement in.

Inzake de opmerkingen die zijn verwoord, erkent hij dat het probleem rond de straffen duidelijk maakt dat er momenteel ongenoegen bestaat ten opzichte van een regeling waarbij het steeds dezelfde zijn die in de gevangenis belanden. De vraag rijst derhalve of de strafvordering voldoende doeltreffend is. In dat verband verwijst hij naar de modelexperimenten in de gerechtelijke arrondissementen Leuven en Bergen waar bij de probatie alternatieve straffen werden uitgedacht, bestaande in het verrichten van werk van algemeen belang. Als er voor de bestrafing derhalve geen nieuwe normatieve bepalingen komen, wordt het in de praktijk via de wet op de probatie een werk van alledag, in overleg met de procureurs-generaal.

Omtrent de overeenstemming tussen de verhoging van de opdecimen en de muntontwaarding deelt hij mee dat de berekening vanaf het jaar 1981 loopt. In 1981 werden de decimen op 590 gebracht, een verhoging met 50 %. In 1989 stegen de decimen met 33 % (van 590 tot 790); het indexcijfer steeg toen met 39,84 %. De toename was bijgevolg geringer dan het inflatiecijfer. Bij een vergelijking van de jaren 1981 tot 1991, constateert men een stijging van de inflatie met 49 %, wat overeenstemt met de verhoging van de decimen (590-890).

*
* *

Amendement n° 29 van de *heren Bourgeois, Hermans, Coveliers en Foret* wordt aangenomen met 10 tegen 2 stemmen.

Het aldus gewijzigde artikel 52 wordt aangenomen met 10 tegen 2 stemmen.

*
* *

Art. 53

Een lid is het ermee eens dat een herwaarderingspremie aan de bedienaars van de erediensten toegekend wordt als die beantwoordt aan de herwaardering die de overige ambtenaren ontvangen hebben.

Toch wenst hij nadere toelichting bij het wetsontwerp betreffende de wedden van de titularissen van sommige openbare ambten en van de bedienaars van de erediensten, dat thans in de Senaat ter bespreking voorligt (Stuk Senaat n° 1246/1, 1990/1991). Dat ontwerp wil de wedden van de bedienaars van de erediensten optrekken buiten die herwaarderingspremie om. Bijgevolg zouden twee weddeverhogingen worden toegekend, een voor het hele openbaar

publique et l'autre spécifique aux ministres du cultes.

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice signale qu'un amendement parlementaire avait été déposé au Sénat tendant à porter de 400 000 francs à 600 000 francs le traitement de base des ministres des cultes. Le Gouvernement s'est prononcé sur cet amendement en faisant valoir qu'il n'avait pas les moyens budgétaires (± un milliard de francs) pour pouvoir le concrétiser. Cet amendement n'est dès lors plus d'actualité et d'éventuels cumuls ne sont, en d'autres mots, actuellement pas envisageables.

Le même membre se demande néanmoins si le projet déposé au Sénat n'implique pas en lui-même une majoration de certaines échelles de traitement dans les catégories supérieures. Il pose en conséquence la question de savoir si un cumul, certes limité, n'existerait pas. Il désire en outre que la laïcité puisse bénéficier d'avantages comparables à ceux dont jouissent légitimement les ministres des cultes. Il formule ce souhait tout en reconnaissant que cette remarque est liée à une problématique plus globale.

Un autre membre formule quant à lui deux observations :

— il existe une discordance entre l'exposé des motifs et le texte néerlandais, d'une part, et le texte français, d'autre part, en ce qui concerne la date d'entrée en vigueur de cet article. Selon les deux premiers textes il s'agit du 1^{er} janvier 1991 tandis que le dernier mentionne celle du 1^{er} juillet 1991;

— il serait plus opportun de préciser qu'il s'agit des ministres des cultes *reconnus* ainsi qu'il est prévu à l'article 30 de la loi du 2 août 1974 relative aux traitements des titulaires de certaines fonctions publiques et des ministres des cultes.

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice apporte les précisions suivantes en ce qui concerne les différentes revalorisations :

a) le projet de loi qui est soumis au Sénat entérine l'augmentation de 2 % des barèmes qui a été octroyée pour l'ensemble de la fonction publique. Pour les ministres des cultes notamment, une loi est requise pour pouvoir leur appliquer cette augmentation;

b) la prime de revalorisation visée à l'article 53 a été octroyée par la convention sectorielle à la fonction publique administrative nationale et a été répercutée dans d'autres services. Dans la mesure où cette prime a été accordée à la fonction publique au 1^{er} juillet 1990 et dans la mesure où le budget du ministère de la Justice ne disposait pas des moyens suffisants, il y a lieu de l'octroyer aux ministres des cultes au 1^{er} janvier 1991. Le texte français doit dès lors être corrigé dans cette mesure;

c) sur base de l'accord intersectoriel 1991-1994 une revalorisation générale des barèmes dans la fonction publique a été prévue. Dans ce cadre, une

ambt en de andere speciaal voor de bedienaars van de erediensten.

De Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie wijst erop dat enkele senatoren een amendement in de Senaat hadden ingediend om de basiswedde van de bedienaars van de erediensten van 400 000 op 600 000 frank te brengen. De Regering heeft zich over dat amendement uitgesproken en gesteld dat ze niet de nodige budgettaire middelen (ongeveer een miljard frank) had om dat amendement concrete gestalte te geven. Dat amendement is bijgevolg achterhaald en eventuele cumulaties vallen met andere woorden buiten de mogelijkheden.

Hetzelfde lid vraagt zich echter af of het in de Senaat ingediende ontwerp zelf geen verhoging van bepaalde weddeschalen in de hogere categorieën impliceert. Hij wenst dan ook te weten of er geen weliswaar beperkte cumulatie zou bestaan. Bovendien wenst hij dat ook de lekenconsulenten vergelijkbare voordelen zouden ontvangen als die waarop de bedienaars van de erediensten recht hebben. Hij geeft evenwel toe dat die wens aan een meer algemene problematiek is gekoppeld.

Een ander lid heeft zijnerzijds twee opmerkingen :

— er is een tegenstrijdigheid tussen de memorie van toelichting en de Nederlandse tekst van het artikel, enerzijds, en de Franse tekst van het artikel anderzijds, wat betreft de datum van inwerkingtreding van dit artikel. Volgens de eerste versie gaat het om 1 januari 1991, terwijl de Franse tekst van het artikel 1 juli 1991 vermeldt;

— het ware beter te preciseren dat het gaat om de bedienaars van de *erkende* erediensten, zoals bepaald in artikel 30 van de wet van 2 augustus 1974 betreffende de wedden van de titularissen van sommige ambten en van de bedienaars van de erediensten.

De Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie verstrekt de volgende preciseringen aangaande de verschillende herwaarderingen :

a) het aan de Senaat voorgelegde wetsontwerp bekrachtigt de weddeverhoging met 2 % die het hele openbaar ambt heeft ontvangen. Met name voor de bedienaars van de erediensten is een wet nodig om die verhoging tot hen uit te breiden;

b) de in artikel 53 bedoelde herwaarderingspremie werd toegekend bij het sectorieel akkoord voor de overheidsdiensten en werd tot andere diensten uitgebreid. Aangezien die premie per 1 juli 1990 aan het openbaar ambt werd toegekend en de begroting van het Ministerie van Justitie niet voldoende middelen ter beschikking had, moet ze per 1 januari 1991 aan de bedienaars van de erediensten worden toegekend. De Franse tekst moet dus in die zin worden verbeterd;

c) het intersectorieel akkoord 1991-1994 stelt een algemene herwaardering van de weddeschalen in het vooruitzicht. In dat kader zal een herwaardering van

revalorisation des traitements des ministres des cultes sera réexaminée.

En ce qui concerne la proposition d'ajouter le mot « reconnu », le *Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice* s'y déclare opposé pour trois raisons :

— la Constitution en son article 117 mentionne uniquement « les ministres des cultes »;

— la section de législation du Conseil d'Etat n'a émis, dans son avis, aucune observation quant à l'utilisation des seuls termes « ministres des cultes »;

— il est superflu d'inscrire « les ministres des cultes reconnus » puisque pour pouvoir recevoir la prime de revalorisation il faut bénéficier d'un traitement et pour pouvoir bénéficier de ce traitement, il faut être reconnu.

*
* *

L'article 53, moyennant la correction dans le texte français au § 2 du mot « juillet » par « janvier » est adopté par 10 voix contre deux.

*
* *

Art. 54

Un membre s'interroge sur l'utilité de mentionner les imams dans cet article vu que si le culte islamique est reconnu il n'est pas encore organisé faute d'interlocuteur.

Un autre membre se demande également pour quelle raison les conseillers laïques ne sont pas repris. Il estime que les conseillers laïques et les imams doivent être mentionnés de la même manière. En conséquence, il dépose avec MM. Eerdekens et Foret deux amendements. L'amendement n° 27 tend à supprimer les imams de l'article tandis que l'amendement n° 28 est déposé en ordre subsidiaire, et tend à ajouter aux imams les conseillers laïques. Personnellement, il se déclare en faveur du dernier amendement cité.

Votre rapporteur remarque que pour les ministres des cultes toute modification de leur traitement doit se faire par voie législative. Il serait beaucoup plus simple et plus rapide que ce qui a été convenu paritairement soit directement appliqué aux ministres des cultes.

Il regrette que chaque fois que le législateur est amené à intervenir, la discussion sur le concordat revient en commission. Il lui paraît qu'il règne une impression de rejet du payement de ces traitements.

En réalité, il s'agit ici d'une simple prime octroyée dans le cadre d'une négociation intersectorielle.

Il rappelle que depuis le concordat, les biens du clergé ont été en grande partie transférés à l'Etat. En contrepartie, il s'est engagé à lui payer un traitement

de wedden van de bedienaars van de erediensten opnieuw worden onderzocht.

De Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie verzet zich om drie redenen tegen het voorstel om het woord « erkende » toe te voegen :

— artikel 117 van de Grondwet heeft het alleen over « de bedienaren der erediensten »;

— de afdeling wetgeving van de Raad van State heeft in haar advies geen opmerking gemaakt omtrent het gebruik van de woorden « bedienaars van de erediensten »;

— het is overbodig om « bedienaars van de erkende erediensten » op te nemen : om de herwaardeeringspremie te krijgen moet men een wedde ontvangen en om op die wedde aanspraak te kunnen maken is een erkenning vereist.

*
* *

Artikel 53 wordt aangenomen met 10 tegen 2 stemmen, mits in § 2 van de Franse tekst het woord « juillet » wordt verbeterd in « janvier ».

*
* *

Art. 54

Een lid vraagt zich af waarom in dit artikel de Imams worden vermeld. Hoewel de islamitische eredienst erkend is, kwam er bij gebrek aan gesprekspartners nog geen regeling.

Een ander lid vraagt zich ook af waarom er geen sprake is van de lekenconsulenten. Hij vindt dat de lekenconsulenten en de Imams op dezelfde wijze vermeld horen te worden. Bijgevolg dient hij met de heren Eerdekens en Foret twee amendementen in. Amendement n° 27 wil de Imams uit het artikel weglaten; het in bijkomende orde ingediende amendement n° 28 wil dat de lekenconsulenten naast de Imams worden opgenomen. Zelf verkiest hij het laatste amendement.

Uw rapporteur merkt op dat elke weddewijziging van de bedienaars van de erediensten bij wet moet gebeuren. Het zou veel eenvoudiger en sneller gaan mocht hetgeen paritair werd overeengekomen rechtstreeks op de bedienaars van de erediensten van toepassing zijn.

Hij betreurt dat telkens als de wetgever moet optreden, de discussie omtrent het Concordaat opnieuw opduikt in de Commissie. Volgens hem geeft dit de indruk dat men tegen de betaling van die wedden gekant is.

In feite gaat het om een gewone premie die in het raam van een intersectoriële onderhandeling wordt toegekend.

Hij herinnert eraan dat sinds het Concordaat de bezittingen van de clerus voor het grootste deel aan de Staat werden overgedragen; deze ging als tegen-

de base. Telle est sur ce plan la raison du lien entre le clergé et la fonction publique.

Personnellement il se déclare en faveur d'une revalorisation de ces traitements notamment pour deux raisons. D'une part la charge financière que représente le clergé diminue pour l'Etat vu la diminution de son nombre. D'autre part, en raison de l'évolution sociale, le traitement du clergé n'est plus un traitement d'appoint. Il est dès lors indispensable qu'il bénéficie du minimum vital.

Un membre précise qu'il pose uniquement la question de savoir qu'elle est la situation du culte islamique et de la laïcité. L'accord de Gouvernement prévoit la revalorisation des conseillers laïques. Jusqu'à présent rien n'a été fait en ce sens.

Un autre membre tenant compte des montants figurant au budget administratif ajusté du Ministère de la Justice de l'année budgétaire 1991 (Doc. n° 5/26-1648/1) estime qu'il y a lieu de supprimer la mention des imams dans cet article c'est-à-dire de suivre l'amendement n° 27.

Vu qu'un subside de 3 millions est accordé au culte islamique, on ne peut reconnaître aux imams un traitement supplémentaire. Le même raisonnement peut être tenu pour les conseillers laïques vu l'octroi d'une subvention d'environ 71 millions pour la reconnaissance de la laïcité.

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice fait valoir qu'il y a une erreur juridique à la base de ce raisonnement.

Il rappelle que cet article 54 fait partie d'une loi qui vise les traitements payés aux ministres des cultes et aux imams à charge du budget de l'Etat.

Le traitement des imams est fixé dans la loi mais n'est payé à personne vu l'absence de reconnaissance. En conséquence, il n'y a pas lieu de supprimer leur mention vu que le jour où le culte islamique sera organisé, des traitements seront octroyés aux imams.

En ce qui concerne les conseillers laïques, il est logique de ne pas les mentionner étant donné que la subvention octroyée est répartie par l'association à laquelle elle est versée. Ces conseillers ne sont dès lors pas soumis aux règles de la fonction publique mais bien à celles du droit privé. Il précise que la subvention octroyée est annuellement augmentée de 10 %.

Devant ces explications, les auteurs des amendements n°s 27 et 28 les retirent.

*
* *

L'article 54 est adopté par dix voix contre deux.

Le Rapporteur,

A. BOURGEOIS

Le Président,

J. MOTTARD

prestation de verbintenis aan om de clerus een basiswedde toe te kennen. Dat is de reden van de band die ter zake tussen clerus en openbaar ambt bestaat.

Zelf staat hij om twee redenen achter een herwaardering van die wedden. Enerzijds vermindert de financiële last die de clerus voor de Staat betekent, ten gevolge van het geringere aantal bedienaars, en anderzijds is door de sociale ontwikkeling de wedde van de clerus niet langer een bijkomende wedde. De clerus moet derhalve over het bestaansminimum kunnen beschikken.

Een lid preciseert dat hij alleen wil weten hoe de toestand van de islamitische eredienst en van de vrijzinnige consulenten eruitziet. Het regeerakkoord stelt een herwaardering van de lekenconsulenten in uitzicht. Tot op heden bleef zulks uit.

Een ander lid vindt dat de vermelding van de Imams in dit artikel moet worden weggelaten — dus in de zin van amendement n° 27 —, rekening houdend met de bedragen die werden vastgelegd in de aangepaste administratieve begroting van het Ministerie van Justitie voor het begrotingsjaar 1991 (Stuk n° 5/26-1648/1).

Aangezien aan de islamitische eredienst een subsidie van 3 miljoen frank wordt toegekend, mogen de Imams geen bijkomende wedde krijgen. Dezelfde redenering kan opgaan voor de lekenconsulenten aangezien voor de erkenning van de vrijzinnigheid ongeveer 71 miljoen frank werden uitgetrokken.

De Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie merkt op dat die redenering een juridische vergissing bevat.

Hij herinnert eraan dat artikel 54 deel uitmaakt van een wet die betrekking heeft op de wedden die door de Rijksbegroting aan de bedienaars van de erediensten en aan de Imams wordt betaald.

De wet bepaalt de wedde van de Imams maar aangezien er geen erkenning is, krijgt niemand die wedde. Bijgevolg hoeft hun vermelding niet te worden weggelaten : de Imams zullen een wedde krijgen wanneer de islamitische eredienst geregeld zal worden.

Inzake de lekenconsulenten is het logisch dat zij niet vermeld worden aangezien de toegekende subsidie verdeeld wordt door de vereniging die ze ontvangt. De voorschriften van het openbaar ambt gelden derhalve niet voor die consulenten, wel de voorschriften van het privaatrecht. Hij preciseert dat de toegekende subsidie jaarlijks met 10 % wordt verhoogd.

De auteurs van de amendementen n°s 27 en 28 trekken na die verduidelijking hun amendementen in.

*
* *

Artikel 54 wordt aangenomen met 10 tegen 2 stemmen.

De Rapporteur,

A. BOURGEOIS

De Voorzitter,

J. MOTTARD

ARTICLES MODIFIES PAR LA COMMISSION

Art. 52

Dans l'article 1^{er}, alinéas 1^{er} et 2, de la loi du 5 mars 1952 relative aux décimes additionnels sur les amendes pénales, modifié par la loi du 22 décembre 1989, les mots "sept cent nonante décimes" sont remplacés par les mots "huit cent nonante décimes".

Art. 53

Un article 30bis, rédigé comme suit, est inséré dans la loi du 2 août 1974 relative aux traitements des titulaires de certaines fonctions publiques et des ministres des cultes :

"Art. 30bis. - § 1^{er}. Une prime de revalorisation est accordée aux ministres des cultes qui exercent leur fonction et qui bénéficient d'un traitement. En cas d'interruption d'exercice de la fonction entraînant une perte de traitement, la prime n'est due que si cette interruption n'excède pas une durée de trente jours ouvrables.

Le montant mensuel de la prime visée à l'alinéa 1^{er} est fixé à 1200 francs.

En cas de prestations incomplètes, la prime est payée à concurrence des prestations fournies.

La prime est payée en même temps que le traitement.

§ 2. Le présent article produit ses effets à partir du 1^{er} janvier 1991."

ARTIKELEN GEWIJZIGD DOOR DE COMMISSIE

Art. 52

In artikel 1, eerste en tweede lid, van de wet van 5 maart 1952 betreffende de opdecimes op de straf-rechterlijke geldboeten, gewijzigd bij de wet van 22 december 1989, worden de woorden "zevenhonderd negentig decimes" vervangen door de woorden "achthonderd negentig decimes".

Art. 53

Een artikel 30bis, luidend als volgt, wordt in de wet van 2 augustus 1974 betreffende de wedden van de titularissen van sommige openbare ambten en van de bedienaars van de erediensten ingevoegd:

"Art. 30bis. - § 1. Een herwaarderingspremie wordt toegekend aan de bedienaars van de erediensten die hun ambt uitoefenen en een wedde genieten. In geval van onderbreking van de ambtsuitoefening met verlies van wedde, is de premie slechts verschuldigd als die onderbreking niet langer duurt dan dertig werkdagen.

Het maandbedrag van de in het eerste lid bedoelde premie is vastgesteld op 1200 frank.

Bij onvolledige prestaties wordt de premie naar rata van de geleverde prestaties uitbetaald.

De premie wordt tegelijk met de wedde betaald.

§ 2. Dit artikel heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1991."